

Élection municipale 2009 : NE NOUS LAISSONS PAS AVOIR

Depuis la dernière élection municipale en 2005, La Pointe libertaire a suivi studieusement plus de 40 séances du conseil d'arrondissement du Sud-Ouest et a rédigé 37 compte-rendu qui ont été publiés sur le site internet www.lapointelibertaire.org.

La masse d'informations que nous avons recueilli nous aide à jeter un regard critique sur certains aspects:

- Le fonctionnement du conseil d'arrondissement Sud-Ouest;
- L'attitude des éluEs qui y ont siégé depuis 4 ans;
- Les plus importantes décisions prises par les éluEs.

Notre regard porte principalement sur les 3 éluEs qui ont représenté le quartier Pointe-Saint-Charles depuis 4 ans:

- La mairesse Jacqueline Montpetit du parti Union Montréal du maire Gérald Tremblay.
 - Jacqueline Montpetit ne se représente pas à l'élection du 1^{er} novembre
- La conseillère Line Hamel, du parti d'opposition Vision Montréal.
 - Line Hamel se représente comme candidate indépendante à la mairie.
- Le conseiller Pierre Fréchette du parti Union Montréal du maire Gérald Tremblay.
 - Pierre Fréchette se représente comme conseiller.

Mépris pour la participation citoyenne.

Les gens qui refusent de plus en plus d'aller voter. Ils sont majoritaires depuis longtemps à Montréal. Le taux général de participation de la dernière élection fut de 35% à Montréal et de 32% à Pointe-Saint-Charles. Ce faible taux indique qu'une partie significative de la population est désabusée, cynique même et ne fait plus confiance aux politiciennes, aux politiciens et au système bureaucratique bien présent.

Le comportement général des 5 éluEs du Sud-Ouest depuis 4 ans n'a fait que renforcer cette impression de défendre l'arrondissement contre « l'assaut des citoyenNEs ». Plus souvent qu'à notre tour nous avons pu voir à l'œuvre, mois après mois, une Mairesse **autoritaire et méprisante** à l'endroit de nombreuses citoyennes et citoyens, particulièrement envers ceux et celles qui exprimaient des opinions et des choix différents de la mairesse Jacqueline Montpetit. Pendant ces 4 années les autres éluEs sont restéEs muets, personne n'a eu assez de courage pour s'opposer à l'attitude arrogante de celle qui a présidé les assemblées du conseil durant les 4 dernières années.

Utilisant son poste de présidente et s'appuyant sur un fonctionnement hiérarchique et bureaucratique incompréhensible pour les résidentEs, Jacqueline Montpetit et les autres éluEs ont perpétué le sentiment général que le conseil d'arrondissement était la chasse-gardée d'un petit groupe. À chaque fois que des citoyens et des citoyennes et des groupes

de résidentEs ont demandé plus de transparence et de dialogue ils et elles ont frappé un mur.

Pour une, Jacqueline Montpetit ne se représente pas à l'élection. Tant mieux et bon débarras. Malgré cette bonne nouvelle il est à prévoir que cela ne change pas la situation générale pour autant. Nous y reviendrons.

Collusion entre éluEs et promoteurs immobiliers

Bien que le comportement de nos élus depuis 4 ans en dit long sur leurs compétences et leur compréhension générale de la démocratie, il est bon de savoir si les élus ont défendu les intérêts collectifs des citoyens et des citoyennes de Pointe-Saint-Charles lorsqu'ils ont pris des décisions ?

À jeter un coup d'œil sur les dossiers qui ont suscité la controverse et à voir les dizaines de résidentes et de résidents qui se sont présentés aux séances du conseil d'arrondissement du Sud-Ouest et qui en sont ressortis frustrés et déçus du comportement des élus, **la réponse est NON**. Dans les dossiers où des projets de promoteurs immobiliers étaient en jeu les éluEs ont défendu systématiquement les promoteurs immobiliers et les mieux nantis de la société.

UN + 61% QUI EN DIT LONG

Tous les éluEs des 2 partis (Union Montréal et Vision Montréal) ont défendu cette seule et même idée néo-libérale : celle que le maire Gérald Tremblay met de l'avant dans son grand projet « Montréal 2025 » et qui se résume à l'idée que « Montréal est un espace à redévelopper » et qu'à ce titre Montréal « est un véritable partenaire tactique »¹ pour les développeurs. En bout de ligne cela signifie que les éluEs n'agissent que comme accompagnateurs du développement de projets urbains présentés par les promoteurs.

Ils n'ont pas été innocents nos éluEs. Ils ont consciemment choisi de défendre les intérêts **DES PROMOTEURS ET DES SPÉCULATEURS** au détriment des besoins des résidentEs. Une des conséquences de cette vision politique est que l'arrondissement Sud-Ouest a remporté le championnat montréalais des augmentations de l'évaluation

¹ Habilement rédigés, nous devons faire des recoupages dans les différents textes (Montréal 2025, allocutions du Maire, dépliants promotionnels, etc.) qui parlent des orientations de la Ville sur l'enjeu du développement économique. On s'aperçoit alors que les éluEs n'exercent pas de leadership politique sur les enjeux d'aménagement urbain, mais confient explicitement ce mandat aux développeurs immobiliers privés et publics. Cette philosophie néo-libérale et capitaliste se concrétise dans l'exemple suivant : Lorsque le promoteur Devimco a présenté son projet de développement immobilier Griffintown, la Ville n'a pas hésité à exproprier de nombreux terrains et bâtiments en faveur de Devimco et de lui aménager un plan d'urbanisme à sa mesure. D'un autre côté lorsque la Table communautaire a demandé maintes fois à la Ville d'acquérir les terrains du CN pour permettre le prolongement du quartier selon la volonté des résidentEs de Pointe-Saint-Charles, ce fut à plusieurs reprises un NON catégorique. Cela a permis depuis à Vincent Chiara et au Groupe Mach de faire la pluie et le beau temps.
http://www.montreal2025.com/occasions_affaires.php?lang=fr

municipale (2007-2009) sur les bâtiments avec un +61%². Ce triste championnat a eu des impacts. Augmentations plus importantes de taxes municipales et de loyer que dans des secteurs plus riches (Ex : Westmount, Ahuntsic et autres). Nous sommes donc loin de la solidarité sociale que les éluEs prétendent défendre dans le Sud-Ouest.

Cette collusion entre le pouvoir politique (les éluEs locaux et le comité exécutif de la Ville) et les promoteurs s'est traduit par :

- Le soutien inconditionnel des éluEs au projet du casino dans le quartier et qu'heureusement la mobilisation populaire a réussi à contrer;
- La vente des **terrains du CN** au Groupe Mach (Vincent Chiara) pour la somme de 1\$ alors que le maire Gérald Tremblay et l'arrondissement ont refusé plusieurs fois de se porter acquéreur;
- L'appui inconditionnel au propriétaire du Nordelec qui a refusé toutes les demandes faites par les résidentEs et les groupes sociaux du quartier; ou au méga projet Griffintown juste au nord du canal de Lachine.
- Le soutien inconditionnel au projet Sorecon (projet de condos de 6 étages) et qu'heureusement la pression citoyenne à arrêter... pour l'instant;
- Le soutien sans nuance au projet de Vincent Chiara d'avoir une sortie de camions sur la rue Sébastopol et qui pourrait provoquer la destruction éventuelle du parc de la Congrégation.

Un système politique qui favorise le secret, les puissances de l'argent et les scandales financiers.

Cette collusion entre éluEs et promoteurs est possible à cause des mécanismes bureaucratiques internes du système politique qui reste à l'abri du regard des citoyens. Ce qui se traduit de façon spectaculaire par des scandales financiers. Mais d'autres aspects troublants continuent d'inquiéter

POURQUOI

- **Pourquoi les éluEs du Sud-Ouest et le Maire Tremblay ont-ils refusé d'acquérir les terrains du CN alors que Vincent Chiara les achètent pour 1\$?**
 - Selon le journal La Presse, Vincent Chiara a contribué en 2002 et 2004 dans la caisse électorale du Maire et a organisé en 2005 une activité de financement pour le parti du Maire qui a rapporté 54 000\$. Y aurait-il un lien entre le laisser-faire du Maire et le fait que Vincent Chiara est un contributeur financier au parti du Maire ?
- **Pourquoi les éluEs du Sud-Ouest refusent-ils de faire cesser les occupations sans autorisation sur le site du CN ?**
 - Une de ces occupations sans autorisation a résulté en un incendie majeur qui a détruit un bâtiment industriel patrimonial en octobre 2008.
 - Démolition sans permis d'une partie du bâtiment (ancien magasin du CN) en février 2009.

² Ville de Montréal, rôle d'évaluation municipal 2007-2009, page 13.

- Occupation sans autorisation et continue du concessionnaire automobile Gravel.

Quoi faire ? Quel choix ?

Devant un tel gâchis nous comprenons qu'une partie significative des résidentes et des résidents soient désabusés de la politique, de ce qu'ils et elles croient être la seule façon de s'intéresser à la politique.

Les résidentes et résidents membres de la Pointe Libertaire croient essentiel de ne pas laisser l'aménagement de notre milieu de vie collectif se décider derrière des portes closes par des gens qui ne cherchent que leur intérêt personnel.

NOUS POUVONS FAIRE DE LA POLITIQUE AUTREMENT. C'est-à-dire de façon transparente, en toute confiance, en discutant publiquement et en défendant l'intérêt de la majorité. Pour réussir, il faut agir directement sur le terrain.

Exemples :

- Nous avons collectivement été assez fort pour forcer Loto-Québec à retirer son projet en mars 2006.
- Bien que n'avons pas été assez fort pour empêcher la fermeture du bureau de poste en 2008, la pression fut suffisante pour forcer Postes Canada de maintenir un comptoir postal chez le IGA de la Pointe.
- Maintenant, nous pouvons être assez fort pour forcer Vincent Chiara à respecter notre choix de protéger le parc de la Congrégation et d'éliminer le trafic lourd dans les rues résidentielles.
- Nous pouvons être assez fort pour forcer Vincent Chiara à céder gratuitement à la communauté un bâtiment pour réaliser un lieu de création culturelle, communautaire et social.

CE CHOIX DE L'ACTION DIRECTE DES RÉSIDENTES ET DES RÉSIDENTS SUR LE TERRAIN C'EST UNE AUTRE MANIÈRE DE FAIRE DE LA POLITIQUE.

Les résidents et résidentes membres de la Pointe Libertaire croient qu'il s'agit d'une autre façon de nous donner d'abord un vrai pouvoir politique de pression et de développer ensemble avec le temps et dans les années à venir de nouveaux instruments pour autogérer ensemble notre quartier.

FAUT-IL ALLER VOTER ?

Ne pas voter : un geste politique conscient et tout à fait légitime.

La « démocratie » municipale est sous le contrôle d'une usurpation et d'un blocage politique par un petit groupe de personnes. Nous considérons que chacun et chacune de vous, êtes tout à fait légitimé de ne pas aller voter le 1^{ier} novembre ou bien d'annuler votre vote. Nous vous encourageons à le faire si vous avez le moindre doute QUE VOTER ÇA NE SERT PAS À GRAND'CHOSE.

Mais ce à quoi nous vous encourageons le plus c'est de vous intéresser à une autre façon de faire de la politique. On peut le faire avec nos amiEs et vos voisins lorsqu'il nous faut résoudre des problèmes, nos problèmes collectifs.

Vous n'êtes pas convaincu qu'il ne faut pas voter ou annuler ? Nous ne reprocherons à personne de porter leur choix sur des candidatures. Toutefois, si le passé est garant de l'avenir, continuons à douter POUR DE MOINS EN MOINS NOUS LAISSER AVOIR et FAISONS DE LA POLITIQUE DANS LA RUE, puisque la rue et la place publique nous appartient. C'est tellement plus cool que d'aller à une soirée du conseil d'arrondissement pour faire valoir nos intérêts collectifs et en ressortir frustrés.